



COMPTE-RENDU

Paris, le 7 janvier 2025

COMPTE-RENDU AUDIENCE MINISTRE

Étaient présents :

Ministère de l'Action publique, de la Fonction publique et de la Simplification

- Laurent MARCANGELI, ministre
- Arnaud LACAZE, directeur de cabinet
- Marie GALLOO PARCOT, Conseillère sociale

FO Fonction publique :

- Christian GROLIER
- Didier BIRIG
- Dominique REGNIER
- Olivier BOUIS

Cette première audience en format bilatérale a été l'occasion pour FO Fonction publique de porter ses revendications.

Il faut noter que d'emblée le ministre a évoqué la fragilité de son poste et de ses marges de manœuvre en indiquant qu'il ignorait combien de temps tiendrait le Gouvernement.

Dans un premier temps, nous avons évoqué les grandes difficultés et attentes de tous les habitants de Mayotte et plus particulièrement des fonctionnaires et agents publics. En matière de logement, de sécurité sanitaire, il y a nécessité d'un fort engagement des employeurs publics. L'aide d'urgence doit également être accessible à tout le monde, et ce, sans condition d'indice dès lors que les agents sont dans une situation difficile.

La rentrée scolaire programmée pour le 13 janvier semble hypothétique tant les bâtiments publics et les écoles sont dégradés voire anéantis.

Le ministre s'est engagé à répondre rapidement sur ces points.

Ensuite, nous avons développé nos principales revendications :

- pouvoir d'achat : augmentation immédiate de 10 % de la valeur du point d'indice ;
- Amélioration immédiate de la grille indiciaire pour redonner du sens au principe de carrière et de l'attractivité à l'emploi public ;

- maintien de la GIPA prévue au titre de 2024 ;
- PJJ attractivité de la Fonction publique dit PJJ Guérini : abandon pur et simple du projet de loi
- arrêt des suppressions de poste ;
- non aux jours de carence et maintien à 100 % de la rémunération statutaire en cas d'arrêt maladie.

D'autres sujets de portée différente suivant les versants de la Fonction publique ont été abordés comme la PSC et le logement.

En réponse, le ministre a insisté sur le changement de méthode avec son prédécesseur.

De l'écoute, des échanges et d'après lui un dialogue social « *loyal* », il a pris exemple sur le fait qu'il n'y aurait jamais de communication dans la presse sans une information préalable des organisations syndicales.

Il va recevoir toutes les organisations syndicales durant la semaine puis fera plusieurs propositions à la ministre du budget pour connaître ses marges de manœuvre.

Si le dialogue semble plus apaisé, il y a fort à craindre qu'avec 50 milliards d'économies à trouver, le PLF 2025 ne soit guère favorable aux fonctionnaires.

Restons mobilisés et prêts à réagir collectivement.